



# COMBAT OUVRIER

Hebdomadaire communiste révolutionnaire (trotskyste)

Pour la construction  
d'un parti ouvrier  
révolutionnaire en  
Martinique et en  
Guadeloupe.  
Pour l'émancipation  
des peuples de  
Martinique et de  
Guadeloupe.  
Pour la reconstruc-  
tion de la IV<sup>ème</sup>  
Internationale.

SAMEDI 12 JANVIER 1985

N° 284

PRIX : ANTILLES 2F50  
FRANCE 3F

## Editorial

**APRES LES ATTENTATS :  
NI PACIFISME BEAT, NI TERRO-  
RISME AVEUGLE, MAIS RIPOSTE  
AU NIVEAU NECESSAIRE, CON-  
TROLEE PAR LA POPULATION.**

Après les attentats du jeudi 3 janvier, qui ont touché des gros capitalistes et un représentant de la justice coloniale, personne évidemment dans la population laborieuse n'aura intérêt à verser des larmes sur le sort de ces gens là.

Du reste, le garage Ford et Auto-Guadeloupe ainsi que les Grands Bouchers Conseils pourront aisément faire face à leurs dégats. Tous ces gens là sont des privilégiés. A l'heure où des dizaines de milliers de jeunes des Antilles sont sans travail et sans perspective aucune d'en avoir de sitôt, il n'est pas étonnant que des privilégiés s'attirent des actes de ce type.

Cependant les deux attentats qui ont eu lieu en plein jour, dans deux locaux où public ou travailleurs auraient pu se trouver au moment de l'explosion, posent un problème. Il n'est pas acceptable que des actes dirigés contre les exploités et les représentants du colonialisme touchent ou menacent en quoi que ce soit la population.

S'il est indispensable à un certain stade de la lutte anti-colonialiste que les privilégiés et les colonialistes sentent qu'il y a des gens dans la population prêts à répondre à leurs exactions, à leur racisme officiel, il est aussi indispensable que ces actions soient contrôlées par la population. C'est-à-dire qu'elles ne soient pas menées par des groupes incontrôlés ou dans le secret de l'état-major de telle ou telle organisation politique.

Le type d'action à mener, son ampleur, tout doit être soumis au contrôle populaire organisé.

Ou bien le peuple et les travailleurs sont capables de participer en nombre suffisant à l'action et pourront ainsi la contrôler, ou bien ils n'en sont pas capables. Et dans ce dernier cas, des actions de terrorisme aveugle ne peuvent pas remplacer leur propre action, ni les réveiller ou les inciter à la lutte.

Pour notre part, nous sommes convaincus que les travailleurs, les jeunes, sont nombreux à vouloir se battre et mettre fin à la tutelle coloniale. Les manifestations qui ont accompagné le procès du 20 décembre, à Pointe-à-Pitre, et la riposte dans la rue aux agissements des forces coloniales, le prouvent bien.

Et c'est aussi la preuve que d'autres actions que le terrorisme aveugle et incontrôlé sont possibles.

Suite page 4

**Martinique :**

## A L'HOPITAL DE TRINITE : LES TRAVAILLEURS EN LUTTE.



Les travailleurs de l'hôpital de Trinité se sont mis en grève à partir du Jeudi 3 janvier pour protester contre les menaces de fermeture.

Depuis juillet 1984, l'hôpital avait fait un prêt de 2 milliards de centimes nécessaire à son fonctionnement à partir de Janvier 1985. A ce jour l'argent n'est pas encore débloqué.

En conséquence, les bruits les plus divers ont circulé : on parlait même de l'éventualité que les travailleurs cèdent un mois de leur salaire pour passer l'échéance difficile de décembre. Et avec

les menaces de fermeture à la clef, personne ne se sentait en sécurité. Finalement, les travailleurs ont décidé de ne pas se laisser faire et sont mobilisés. Après plusieurs assemblées générales ils ont décidé de se mettre en grève à compter du jeudi 3 janvier et pour cela ils ont élu un comité de grève, où sont entrés aussi bien des travailleurs du rang que quelques responsables syndicaux.

Le premier jour, les travailleurs les plus décidés sont passés dans les services ensuite tous se sont rassemblés dans le hall d'entrée. Là ils ont demandé des

éclaircissements au directeur qui n'a su que leur confirmer qu'il manquait deux milliards de centimes à l'hôpital pour fonctionner.

A ce moment, les travailleurs sont partis à la sous-préfecture qu'ils ont envahie à une centaine environ, mais ils n'y ont pas trouvé le sous-préfet. Alors ils sont retournés à l'hôpital en manifestant.

Le lendemain, durant la matinée, les travailleurs sont allés, toujours en manifestant, à la Sécurité Sociale et se sont adressés aux travailleurs présents. Après un moment de surprise, les employés de la Sécurité Sociale ont écouté leurs camarades. Il y eut plusieurs travailleurs qui ont approuvé leur mouvement. L'après-midi, les travailleurs sont descendus à la Préfecture qui a reçu le Comité de grève. Le préfet leur a confirmé que l'on avait écrit mais qu'il n'y avait pas de réponse. Devant l'insistance de la délégation, il promit de donner une réponse dans une semaine. Un travailleur du Comité de Grève lui fit remarquer qu'il fallait se décider vite car dans ces conditions la fermeture équivaldrait à faire éclater une bombe. Chevauché est devenu tout rouge : il est vrai qu'il ne s'attendait pas à ce type de remarque, vu qu'il ne connaît guère les sentiments des travailleurs du rang.

Les travailleurs ont décidé de continuer la grève à partir du lundi 7 et de s'adresser plus particulièrement aux travailleurs de la région de Trinité, et aussi à ceux de la Fonction Publique.

suite page 2

## Guadeloupe : ST-FRANÇOIS : La population refuse les expropriations pour un camp militaire.

Pas moins de 219 hectares de terres devaient être affectées à l'armée française pour l'installation d'un camp militaire à Saint-François. Le maire Bernier n'en serait pas à sa première expropriation abusive et scandaleuse. Cette fois la population a décidé de réagir vite car une fois les projets de Bernier et ses amis réalisés, la Justice risque de se montrer impuissante voire immobile.

Il s'agit d'exproprier plusieurs centaines d'hectares dans une région classée zone agricole non constructible et en partie touristique pour l'installa-

tion d'un champ de tir et d'un terrain de manœuvre pour l'armée française. Le préfet l'a décidé et le maire de Saint François est d'accord. Ce qui veut dire que, sans l'intervention de la population, 150 hectares appartenant aux Rotschild seront retirés à l'agriculture, ainsi que des terres de Gardel. Par ailleurs trois petits propriétaires possédant 20 hectares devraient être expropriés. Bernier et le préfet considèrent que l'armée française a tous les droits. Mais la population de Saint-François a tout lieu de penser que cette armée n'est nullement là pour

la protéger contre un éventuel envahisseur et qu'il y a des chances qu'elle serve un jour à la réprimer. Elle exige donc que la vocation agricole de ces terres soit respectée. A l'heure même où l'irrigation commence à être installée en Grande Terre, toutes les terres restées en friche pourront enfin être exploitées. C'est pour cette raison qu'elle a constitué un Comité d'Opposition au projet militaire à Saint-François, comité qui s'engage à agir par tous les moyens pour empêcher sa réalisation.

## Martinique :

# IL EST TEMPS DE METTRE UN FREIN A L'ARROGANCE PATRONALE

Les récentes discussions en France sur la «flexibilité de l'emploi» ont montré l'étendue des projets scélérats des patrons à l'encontre des travailleurs.

Par «flexibilité de l'emploi», les patrons veulent enlever le minimum de protection légale que les travailleurs ont acquis au bout de dizaines d'années de luttes. En effet, les patrons négociaient avec les syndicats l'abandon volontaire des dispositions qui réglementent la durée de la semaine de travail. Les capitalistes veulent que l'on travaille quasiment à la tâche : que l'on fasse des semaines de plus de 50 heures quand il y a du travail, et s'il n'y en a pas, que l'on reste au chômage...

Les patrons tentent donc de profiter de la crise actuelle, notamment du fait qu'il y ait officiellement près de 2 millions et demi de chômeurs recensés. Et comme dans ces conditions, chacun a peur de perdre son emploi, ils veulent pouvoir dire, tout à fait léga-

ment : «Acceptez de travailler comme nous le voulons, sinon vous êtes licenciés».

Seulement les conditions que les patrons veulent imposer légalement aux travailleurs de France, nous ici aux Antilles, nous les connaissons déjà. Et si, la crise aidant, la situation empire pour les travailleurs de France, il est certain que nos conditions de vie, de travail deviendront encore bien plus mauvaises !

Les syndicats en France après bien des hésitations, et devant les protestations ouvrières ont finalement reculé et refusé de signer cet accord que pourtant certains qualifiaient déjà de positif !

Ce simple fait montre l'étendue de la capitulation des responsables syndicaux devant les exigences patronales. Et les capitalistes en ont profité pour dire carrément aux syndicats : «Nous ne voulons plus discuter avec vous, nous n'avons rien à vous proposer, vous allez vous débrouiller avec le gouvernement !»

Alors, pour faire ravalier ses exigences au patronat, il faudrait bien que nous travailleurs lui fassions entendre notre voix ! Il faudra bien que nous nous préparions à défendre sérieusement nos intérêts.

Avec l'approfondissement de la crise, les menaces les plus graves pèsent sur nous le chômage bien sûr, mais aussi les baisses de salaires (on l'a vu avec le gel des 40 %), des menaces d'attaques brutales contre les services publics. L'un des cas les plus frappants, sous nos yeux est celui de l'hôpital de Trinité, qui risque de fermer, parce que l'état ne veut pas éponger les dettes de cet hôpital.

Et ce qui arrive à Trinité, menace au Lamentin, où l'hôpital est lui aussi en déficit ! Partout, dans les services publics, la mode est aux restrictions budgétaires, au refus d'embaucher, à la diminution des crédits.

Et le fait que jusqu'à maintenant, il n'y ait pas eu de riposte massive contre

toutes les attaques ne fait qu'encourager patrons et gouvernement dans cette voie.

Les directions syndicales ne peuvent pas engager cette riposte, elles sont bien trop soumises, bien trop timorées pour cela.

Les partis se disant de gauche ont oublié toute critique, occupés qu'ils sont à gérer avec l'ombre de pouvoir concédé par le gouvernement français au Conseil Régional.

Alors, il nous faut compter sur nous-même, sur notre propre capacité à nous organiser pour défendre nous-même nos intérêts.

Et le jour où nous aurons pris confiance en nous-même, en notre propre capacité à nous diriger nous-mêmes, on verra bien des patrons arrogants, bien des ministres serviles envers la bourgeoisie, mais durs envers les travailleurs ; on verra tous ces messieurs trembler devant la colère ouvrière !

## MOBILISATION DES MILITANTS POUR LES PROCES DE REINETTE ET AMEDIEN A BASSE-TERRE

Avant même l'ouverture du tribunal de Basse-Terre, des centaines de manifestants mobilisés par le Comité Basse-Terrien de soutien aux emprisonnés et par différentes organisations, MPGI, GRS, UPLG, Combat Ouvrier en particulier, étaient présents vendredi 4 janvier 1984 pour soutenir Luc ReINETTE et Henri AMÉDIEN.

Beaucoup d'entre eux avaient dû traverser un ou plusieurs des barrages policiers et douaniers qui parsemaient la route de Pointe-à-Pitre à Basse-Terre. Notons en passant que ces barrages, surtout efficaces pour intimider la population puisqu'ils se faisaient mitraille au poing, ont gêné la circulation. Et encore une fois ce sont les plus pauvres qui en ont subi le plus grave : certains ont mis plus de trois heures pour venir en transport en commun de Pointe-à-Pitre à Basse-Terre.

Très peu de personnes purent assister au procès. Les portes du tribu-

nal ont été ouvertes à 8 H 15 pour un quart d'heure. Les manifestants ont donc été obligés de rester derrière les grilles jusqu'à la fin du procès et l'annonce des résultats : la décision ne serait prise que le 8 février, l'avocat général demandait de lourdes peines d'emprisonnement 7 à 8 ans suivie de 2 à 5 ans d'interdiction de séjour et assorties d'amendes.

Jusque dans l'après-midi les manifestants restèrent aux abords du tribunal : il y eut des prises de parole, en particulier à l'occasion de la sortie de prison du jeune Jean Marc, ce jeune emprisonné sans preuve depuis plus de six mois et pour lequel des jeunes de Gourbeyre et des lycéens de Gerville Réache avaient constitué un actif comité de soutien. Tout au long de la journée les CRS arrogants ont été conspués et les manifestants ont crié des slogans. «Ki yo vlé, ki yo vé pa, la Guadeloup' ké, libéré», «CRS képi rouge, Dérô»

## Guadeloupe A l'aéroport du Raizet : arrivée remarquée de touristes très spéciaux.

Lundi après midi 7, il y avait un remue-ménage particulier à l'aéroport de Pointe-à-Pitre. Des grappes d'hommes blancs tout roses en tenue, débarquaient. Ils étaient accueillis par d'autres, en tenue également, mais qui avaient déjà manifestement l'habitude des plages et du soleil. Ceux-ci les faisaient monter dans des cars militaires. Certains des accueillants avaient l'autorisation de rentrer dans le hall d'arrivée. D'autres n'avaient pas leur autorisation en règle et se faisaient refouler en manifestant un certain mécontentement de voir qu'à la seule vue de leur tenue, les portes du contrôle ne leur étaient pas grandes ouvertes.

S'agit-il d'un afflux de touristes

particuliers qui fuient les températures sibérales qui s'abattent sur la France ?

S'agit-il de nouveaux renforts de gendarmes que le gouvernement Mitterrand-Fabius envoie pour «encadrer» les prochains procès ?

Aucun journal officiel, ni télé, ni radio ne semble avoir cru bon d'en informer la population. Elle, qui lors des procès du 20 et 21 décembre dernier avait pourtant désapprouvé sévèrement le quadrillage de Pointe-à-Pitre, le déploiement des forces armées et leurs agissements.

Il y a tout lieu de croire que le gouvernement prépare une réédition, peut être plus musclée de cette journée.

## A l'hôpital de Trinité : les travailleurs en lutte

La détermination est grande chez ceux de Trinité et ils ne se laisseront pas priver de leur emploi, ni n'accepteront des sacrifices.

Un tract en direction des travailleurs de la Santé et des autres services publics a été diffusé par les grévistes dans toute l'île.

Un autre tract adressé aux travailleurs de Trinité a été diffusé dans les entreprises de la ville.

Suite de la page 1  
Une réunion ouverte à la population de Trinité s'est tenue mardi soir à l'hôpital.

Il s'agissait de discuter le projet de «Trinité Ville-Morte» pour jeudi matin. Les travailleurs de l'usine du Galignon, ceux de Siapoc, les employés de Mairie étaient déjà d'accord pour participer à cette opération et se mettront en grève Jeudi matin.

## Martinique

# GUERRE DES TAXIS OU LOI DE LA JUNGLE CAPITALISTE ?

Depuis pratiquement la mi-décembre, une entreprise de boycottage de la Martinique se déroule, tentative orchestrée par le capitaliste Roger Albert, avec comme objectif avoué de mettre à genoux les chauffeurs de taxis.

Rappelons l'objet du litige : chaque année, au moment de la saison touristique, des navires de croisière débarquent plusieurs dizaines de milliers de touristes (environ 140.000 en 1983). Ces touristes ont le choix, pour une excursion, entre des taxis possédés par des artisans-chauffeurs de taxis et des cars de transport collectifs. Ces cars seraient la propriété en sous-main des capitalistes békés, dont Roger Albert. Nous disons bien «seraient» car curieusement, personne n'en revendique la propriété, alors qu'ils forment

une pièce essentielle de la bagarre qui se déroule actuellement sur les quais de Fort-de-France.

Les chauffeurs de taxis se sont vu au fur et à mesure concurrencés par les cars travaillant en cheville avec l'agence de voyage Roger Albert, qui touche une ristourne sur chaque passager débarquant à Fort-de-France.

Cette année, la situation est devenue intolérable pour les chauffeurs de taxis qui voient leur clientèle diminuer, alors que la part revenant aux cars n'a cessé d'augmenter au fil des ans. Après une manifestation et un mouvement de grève ayant duré plusieurs jours il y a un mois, un accord avait été signé, accord relevant entre autres le tarif de l'excursion et accordant 70 % du marché aux taxis.

C'est cet accord là que refuse d'entériner Roger Albert : lui et ses collègues capitalistes clament à tous vents que on ne peut pas empêcher le client de choisir son mode de transport, que «le client est roi».

Dans ce désir de «mieux» servir le touriste se cache avant tout la rapacité des requins capitalistes qui veulent rentabiliser au maximum leurs capitaux, même si cela revient à mettre sur la paille quelques dizaines de personnes.

Et comme les chauffeurs de taxis ne veulent pas se laisser dépouiller, depuis deux semaines, plus aucun bateau de croisière n'apparaît en rade de Fort-de-France. Le motif avancé est que des bousculades se seraient produites entre touristes et chauffeurs de taxis au débarquement d'un navire de croisière, et en conséquence on ne

programme plus la Martinique comme escale des navires de croisière.

Et voilà donc la Martinique boycottée, avec les pertes qui s'ensuivent pour l'économie : on a parlé de 900 millions de centimes en deux semaines. Et bien entendu, les capitalistes que le culot n'étouffe pas en rendent responsables quelques dizaines de personnes dont le crime est de vouloir gagner correctement leur vie !

Les arguments de Roger Albert et de ses compères pour refuser d'organiser le trafic au nom de la liberté du client s'apparentent avec cette remarque de Jaurès : c'est le renard libre dans le poulailler libre ! Et en attendant d'y arriver, la liberté de mettre à genoux tous ceux qui veulent vivre.

# Martinique LA GREVE A L'HOPITAL DE TRINITE

LE COMITE DE GREVE DES TRAVAILLEURS DE L'HOPITAL DE TRINITE AUX TRAVAILLEURS DE LA SANTE DE MARTINIQUE, AUX TRAVAILLEURS DES SERVICES PUBLICS.

L'hôpital de Trinité va-t-il fermer ? C'est une question que bon nombre de travailleurs se posent de nouveau.

En effet, il manque deux milliards de centimes pour que l'hôpital puisse fonctionner correctement et il est à craindre que la situation de fermeture des services qui s'est produite en juin 1984 ne se reproduise de nouveau.

Et dans ce contexte se déroule un véritable chantage à la fermeture dans le but de nous faire accepter des sacrifices. Or, des sacrifices, nous en avons déjà suffisamment consenti.

Des indemnités de gardes de nuit, ne nous ont pas été payées ainsi que des rappels d'avancement. L'hôpital nous doit 370 millions de centimes. Le licenciement à deux reprises du personnel auxiliaire a conduit à une aggravation notable de nos conditions de travail, puisque les remplacements ne sont pas effectués. Depuis la réouverture en juillet, 520 millions de centimes d'économies de fonctionnement ont été faits, pratiquement sur notre dos !

Nous disons ASSEZ ! Nous ne ferons plus de sacrifices. Nous ne perdons pas notre emploi ! Nous exigeons non seulement notre salaire, mais aussi les indemnités que l'on nous doit.

Travailleurs de la Santé et des autres services publics de la Martinique, bien souvent on dit «Trinité est en difficulté parce qu'il est mal géré». Mais à ce problème de mauvaise gestion s'ajoute la volonté de l'Etat de diminuer les transferts sociaux. L'Etat veut rééquilibrer son budget en payant le moins possible pour les dépenses sociales ici.

Le fait que l'Etat français ne puisse débloquer deux milliards de centimes pour faire fonctionner un hôpital, relève de la même politique que celle qui consiste à s'attaquer à notre salaire (gel des 40 %) ou à refuser d'embaucher dans les services publics (Santé, Sécurité Sociale, PTT, Ecoles).

C'est cette politique-là qui est la cause de nos difficultés. Et il faut que vous sachiez que dans les autres Services publics, c'est pareil, notamment dans les hôpitaux.

Ainsi, l'hôpital du Lamentin est lui aussi en déficit, tandis que l'on parle déjà de difficultés à La Meynard.

Alors, les difficultés qui sont les nôtres aujourd'hui, vous aurez peut-être à les connaître demain. De toute façon, rien n'empêchera l'administration de prendre prétexte de tel ou tel déficit pour nous imposer des conditions de travail plus difficiles.

C'est pourquoi il faut se préparer dès aujourd'hui à ne pas faire les frais de la politique gouvernementale de restrictions.

Nous, travailleurs, nous sommes forts. Forts de notre nombre, forts du rôle que nous jouons dans la société : sans nous, rien ne marche.

Mais cette force elle n'apparaît que lorsque nous nous battons, que lorsque nous nous mettons en lutte. L'administration, n'est forte que de notre silence, de notre obéissance.

Si nous laissons l'administration continuer cette politique, il y a fort à parier que la situation sera plus difficile pour tous.

C'est pour cela que nous nous sommes mis en grève. Et c'est pour cela que nous vous demandons, à vous, travailleurs, de vous mobiliser à votre tour, pour vos intérêts, contre l'austérité, contre les tentatives de nous faire payer la crise.

LE COMITE DE GREVE DES TRAVAILLEURS DU CENTRE HOSPITALIER DE TRINITE (extraits).

L'état refuse de dépenser de l'argent dans les domaines qui concernent directement les travailleurs : c'est cela l'austérité. L'état réduit au maximum les dépenses utiles à la population, tandis que pour l'amusement, pour les voyages, ils trouvent de l'argent.

Aussi les difficultés budgétaires ne sont qu'un aspect de la politique anti-ouvrière du gouvernement. C'est cette même politique qui fait que l'Etat baisse les salaires (gel de l'indemnité de vie chère), diminue les effectifs dans les PTT ou la sécurité sociale, refuse d'embaucher dans les écoles, etc...

La fermeture de l'hôpital de Trinité serait à la fois un signe de mépris gouvernemental et un facteur de recul économique pour la région.

Ce serait un signe de mépris car l'hôpital est utile (il sert environ 80.000 personnes du Nord-Atlantique), tout le monde reconnaît que c'est un outil performant (il est toujours bien rempli). Sa fermeture signifierait qu'on se moque de la vie et de la santé de 80.000 habitants

Ce serait aussi un recul économique car l'hôpital, c'est 500 emplois, c'est-à-dire une concentration de travailleurs qui jouent un rôle important dans l'animation de la région du Nord-Atlantique

Nous sommes conscients de cela. Si l'Etat se sert de l'argument du manque d'argent contre nous, qu'est-ce qui l'empêchera demain de s'en servir de nouveau contre vous.

C'est pourquoi, nous travailleurs de l'hôpital de Trinité nous nous adressons à vous pour que vous puissiez bien comprendre que notre combat, c'est aussi le vôtre.

C'est le vôtre, car c'est le combat contre l'austérité, contre les réductions budgétaires qui invariablement rendent plus dures les conditions de vie des travailleurs.

C'est le combat aussi contre le mépris envers la population de la région, que l'on veut priver d'un service public aussi nécessaire que l'hôpital.

## commerce (Guadeloupe).

Lors de la grève en novembre dernier, les délégués syndicaux avaient abandonné la revendication du paiement des jours de grève, pensant qu'en contre partie, les patrons s'engageaient à ne prendre aucune sanction.

Mais voici ce qu'écrivent aujourd'hui des employés de Nouvelles Galeries.

NOUVELLES GALERIES : UN MAUVAIS COUP DE LA DIRECTION

Lorsque que nous avons touché la prime de fin d'année, nous avons eu la très désagréable surprise de constater que la direction avait tenu compte des journées de grève dans le décompte des jours d'absence. 15 jours d'absence dans l'année font sauter l'équivalent d'un jour de salaire sur la prime. Donc ceux d'entre nous qui avaient dix ou douze jours d'absence, et qui auraient dû toucher la prime complète, ont eu un jour enlevé.

Cela alors que lors des négociations pendant la grève, la direction s'était engagée à ce qu'aucune sanction ne soit prise à la suite de la grève. A notre demande, les délégués sont allés voir la direction, qui a répondu qu'il s'agissait «d'aucune sanction disciplinaire», bien que ce dernier mot n'ait pas paru dans les accords.

La direction est prête à tous les coups bas pour nous faire payer notre mobilisation.

La leçon à en tirer, c'est qu'à la prochaine grève, il faudra faire payer les patrons pendant que nous serons tous en lutte, en exigeant le paiement des jours de grève. C'est bien plus sûr qu'un vague engagement sur lequel ils peuvent ensuite revenir.

## MARTINIQUE :

## LA SITUATION A L'EDF

## LES TRAVAILLEURS DECIDES A

## PRENDRE LEUR SORT EN MAIN.

Nous publions ci-dessous des informations parues dans le bulletin «Haute tension» édité par Combat Ouvrier à l'EDF Martinique.

Ces textes montrent la situation qui règne dans la nouvelle centrale de Belle Fontaine, et la position des travailleurs face aux difficultés de tous ordres.

Cette attitude des travailleurs de l'EDF Belle Fontaine, qui pendant plusieurs jours, ont pris en main la centrale pour régler leur problème, est un exemple pour tous les travailleurs. Car elle montre ce que ceux-ci peuvent faire quand ils se servent de la force qu'ils représentent.

Directement confrontés aux effets de la politique d'austérité et de rigueur

beaucoup de travailleurs en Martinique ont l'air de ne pas vouloir en subir les conséquences, sans se battre. Et cela c'est un gage important pour l'avenir.

Car si à ceux de l'EDF s'ajoutent ceux de la fonction publique toute entière, et ceux des entreprises privées, pour offrir un front de résistance offensif à la politique de rigueur du gouvernement, et à l'exploitation des patrons martiniquais, ceux-ci reculeront devant la force mise ainsi en mouvement.

Les luttes prises en main, dirigées par les travailleurs eux-mêmes, comme à l'EDF, comme dans les hôpitaux, constituent la meilleure et la plus efficace des ripostes.

## DIX JOURS DE POUVOIR A BELLEFONTAINE

Face à l'incapacité de la direction de B.F. de régler nos problèmes, nous avons décidé de prendre en main la direction de la centrale et de créer nous-mêmes les conditions nécessaires pour travailler normalement.

C'est ainsi que nous avons mis en place un comité de direction de la centrale qui était chargé d'appliquer les décisions prises en assemblée générale des travailleurs.

Si nous n'avons pas fait chaque jour ce qu'aurait souhaité la direction de BF, nous avons par contre établi la liste de nos besoins et nous avons pris les dispositions nécessaires pour les satisfaire.

Cela commençait par l'amélioration des conditions de travail, la chasse à l'insécurité et allait jusqu'à l'approvisionnement en matériel et en outillage. Après dix jours, le bilan était satisfaisant. Il n'y avait donc pas de raison de ne pas être payés et nous nous sommes fait payer.

Nous sommes prêts à recommencer autant de fois que cela sera nécessaire.

\*\*\*

## BELLE FONTAINE LA MOBILISATION A PAYER

Décidément ce qui était considéré comme impossible par la direction depuis plusieurs mois a été réalisé en un rien de temps simple-

ment parce que nous nous sommes mobilisés.

En effet, toute une série de revendications telles que : prime de salissure, documentation, aménagement de l'atelier, des bureaux, outillage, pièces de rechange, organisation du travail et bien d'autres étaient systématiquement renvoyées au calendes grecques par la direction.

Mais nous avons bien vu que tout cela n'était que du vent.

Comment quoi quand nous voulons obtenir satisfaction, il faut tout simplement nous mettre en lutte.

\*\*\*

## LA DIRECTION DE BELLEFONTAINE A L'HEURE SOUS SURVEILLANCE.

Lorsque nous avons remis la direction de la centrale aux ingénieurs nous leur avons précisé dans quelles conditions :

- 1<sup>o</sup>) Ils ont un délai de 2 mois pour convoquer les organismes statutaires pour entériner certaines décisions notamment celles liées aux effectifs.

- 2<sup>o</sup>) Une réunion des responsables à tous les niveaux ainsi qu'une réunion mensuelle du personnel devra contrôler la bonne marche de la centrale.

- 3<sup>o</sup>) Nous n'interviendrons pas s'il y a des pannes intempestives s'il n'y a pas des pièces de rechange et si les conditions de sécurité ne sont pas respectées.

## Guadeloupe

## FIN DE LA GREVE A LA SOGETRA :

## les travailleurs font reculer le patron.

Après plus de 15 jours de grève les travailleurs de la SOGETRA ont réussi à faire reculer la direction. Cette entreprise de travaux publics est située aux Abymes. Elle emploie 72 personnes dont 40 manutentionnaires. Parmi ces manutentionnaires, certains travaillent déjà par roulement, une semaine sur deux ou sur trois.

Cette année, la direction voulait supprimer le paiement du 13ème mois prétextant que les affaires de la SOGETRA n'étaient pas bonnes.

Les travailleurs n'avaient pas accepté ce genre d'histoire d'autant qu'au moment où cette entreprise marchait bien, eux, ils n'avaient jamais connu de conditions meilleures.

Durant tout le mouvement, ils faisaient des piquets de grève. Le mardi 18 décembre, Hugodot, le sous-préfet était même venu à la tête de plusieurs chars de force de police pour lever le piquet qui, selon lui, empêchait les pa-

trons de sortir.

Après plus de deux semaines, le patron a donc accepté de payer le 13ème mois.

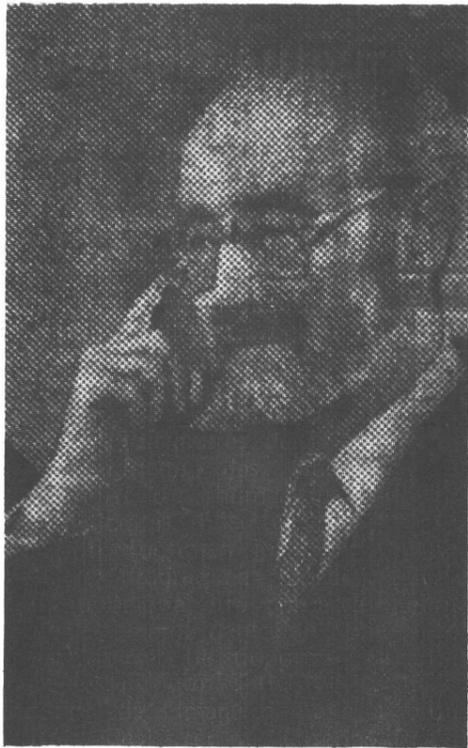
Le travail a repris.

Mais tout est loin d'être réglé. Les patrons veulent procéder à plusieurs licenciements économiques. Pour l'instant un expert proposé par le syndicat FO (présent dans l'entreprise) doit contre expertiser les comptes de la SOGETRA pour vérifier l'état réel de l'entreprise.

Malgré tout, les travailleurs sont très sceptiques car quel que soit l'état actuel des choses, il est évident pour eux que l'argent empoché du temps où la société fonctionnait bien, n'est plus dans la société et ils sont bien sûrs que cet argent ne s'est pas envolé... pour tout le monde.

Alors, il n'est pas impossible que la partie de bras de fer engagée entre eux et la direction reprenne.

# NOUVELLE CALEDONIE : LE PLAN PISANI : préserver aux moindres frais les intérêts des riches et de l'impérialisme dans cette région.



Enfin, après avoir entretenu une sorte de suspens, le vieux routier politicien qu'est Edgar Pisani, a présenté son plan pour la Nouvelle-Calédonie. Les Néocalédoniens auraient donc le

choix de voter en juillet prochain soit pour le maintien du statut actuel, soit pour une «indépendance avec la France», c'est à dire que la Nouvelle Calédonie serait indépendante, mais que c'est l'Etat français, avec son armée et sa police, qui mettrait en place le nouvel Etat. L'article 88 de la constitution française prévoit parait-il le cas ! La Nouvelle Calédonie deviendrait un «Etat associé». Un traité d'association serait alors conclu, où la défense, la police, la justice, la monnaie, les transports internationaux, les télécommunications, tout cela serait plus ou moins contrôlé par l'Etat français.

Il semble même que la propriété du sol de la Nouvelle Calédonie serait, symboliquement bien sûr, reconnue aux Kanaks. Quelle audace !

En réalité, le représentant du gouvernement français propose purement et simplement une indépendance qui permette sans heurts, en dotant la pillule aux Kanaks, de préserver l'essentiel des positions des Caldoches riches et privilégiés. Probablement des postes à la tête d'un tel Etat seront prévus pour quelques dirigeants nationalistes, mais sur le fond, si poliquement cet Etat aura l'air «indépendant», pourra siéger à l'ONU, le peuple des pauvres n'aura au-

cune indépendance économique par rapport aux riches et aux privilégiés.

Pisani et le gouvernement qu'il représente, poussent le culot jusqu'à admettre que lors des élections, pour décider de ce nouveau statut, que les fonctionnaires en poste depuis trois ans à bas, pourront voter. Probablement sur ce point là, les nationalistes du FLNKS vont s'opposer au projet de Pisani. Y aura-t-il ou pas concession de la part du gouvernement et des Caldoches sur ce point ? Peu importe car le fond du problème est quand même ailleurs. C'est que quelle que soit l'issue d'un tel vote, les pauvres seront de toute façon plus ou moins perdants. Qu'ils s'agisse de garder le statut actuel, ou qu'il s'agisse d'aller vers une indépendance avec ou sans association, ce sont les gens riches, et les notables qui continueront à diriger le pays. Les cercles dirigeants vont peut être un peu bouger, s'élargir, au lieu de Dick Ukeiwé, créature mélanésienne de la droite, on aura sûrement à la tête du nouvel Etat, un Tjibaou qui fait lui-même partie des notables politiques de l'île (ex-vice président du gouvernement territorial).

Ce qui aurait pu réellement changer la situation en Nouvelle-Calédonie, c'est une véritable politique représentant les intérêts des pauvres, des Kanaks, des immigrés Wallisiens, Tahitiens et autres mais aussi des Caldoches pauvres. Car lorsqu'on présente la population de la Nouvelle Calédonie en disant qu'il y a 60.000 Kanaks, 50.000 Caldoches, et 30.000 immigrés de la région, en disant que les Caldoches et les immigrés sont pour la France et contre l'indépendance, c'est une présentation erronée. Les pauvres sont en majorité parmi les Kanaks, et constituent une bonne part des immigrés, mais les Blancs et prétendus Blancs Caldoches, ne sont pas tous, loin de là, des gros possédants de terres et d'affaires commerciales. Les Kanaks sont à la pointe du combat contre le colonialisme français, ils auraient pu être aussi à la pointe du combat social, et dresser tous les pauvres (donc la majorité) contre la minorité des riches, de façon que l'indépendance débouche, en isolant les privilégiés de tous bords, sur un Etat contrôlé par les pauvres. En limitant le combat des Kanaks à la seule question de l'indépendance, les dirigeants nationalistes kanaks ont pris le risque ou fait le choix d'un combat beaucoup plus défavorable pour le peuple kanak ; et où en fin de compte, le succès ne peut être que très limité sinon dérisoire pour la majorité de la population.

## Suite de l'éditorial

Il va de soi que les travailleurs et la jeunesse des Antilles ne resteront pas passifs et inactifs devant la violence coloniale et celle des exploités.

Car cette violence est incomparablement plus grande que celle de quelques bombes éclatant ici ou là. Cette violence est quotidienne, contre des milliers de jeunes travailleurs sans emploi, sans perspective dans cette société. Elle est quotidienne contre les travailleurs dont on supprime ou dont on menace de supprimer les emplois, comme à Trinité en Martinique. Et n'est-ce pas un crime que des bébés meurent à l'hôpital de Pointe-à-Pitre faute de matériel et faute de personnel. Scandale criminel qui a poussé le médecin pédiatre à monter aux crèches pour se battre et dénoncer lui aussi une telle situation.

Notre société antillaise, parce que capitaliste et colonialiste, est pourrie, et elle mérite de mourir pour laisser la place à une autre plus humaine et plus fraternelle.

Mais dans ce combat, la population se heurte aux défenseurs armés de l'ordre actuel. Et pourtant, aujourd'hui, la détermination à ne pas prendre de coups sans en rendre, est partagée par beaucoup de gens, jeunes et moins jeunes.

Mais nous estimons que ce combat là ne doit pas être celui d'états-majors ou de groupes secrets incontrôlés.

Les travailleurs, les jeunes, les anti-colonialistes, peuvent très bien décider et contrôler eux-mêmes leur propre mouvement, leurs propres actions quelles que soient l'ampleur et la dureté de ces actions, et les précautions à prendre.

Toute organisation qui veut mener dans le secret de son simple état major, des actions de terrorisme aveugle, sans se soucier aucunement des conséquences nuisibles pour la population, vise à longue échéance, à établir un pouvoir qui échappera à la population et la dominera.

Il ne faut tomber ni dans le pacifisme béat en se laissant frapper par l'adversaire sans riposter, ni dans le terrorisme et l'activisme aveugles et incontrôlés. Ce n'est pas la force de petits groupes secrets qu'il faut opposer au colonialisme, mais une action résolue de centaines, voire de milliers de gens de la population, se battant, ripostant, contrattaquant à tous les niveaux, de façon organisée et consciente. Ce qui évitera de faire des actions susceptibles de blesser ou tuer des gens dans la population, sans qu'ils aient décidé de prendre consciemment et volontairement ces risques. Et ce qui permettra de donner beaucoup plus d'ampleur à la lutte contre le colonialisme en y faisant participer un plus grand nombre de gens.

## Martinique : des procédés à l'image de leurs auteurs.

Dans la course effrénée à la consommation, les vendeurs d'alcool ont innové singulièrement à l'occasion de ces fêtes de fin d'année.

Ce fut d'abord sur RCI (radio dite périphérique appartenant à l'état), la diffusion régulière proche du matraquage, d'une bande annonce vantant les mérites d'une marque de rhum. Dans cette bande annonce, sous prétexte des difficultés de la vie, l'animateur incite les auditeurs à consommer du rhum afin d'adoucir ces difficultés. Ensuite dans la parution du quotidien local du samedi, c'est le programme «spécial télévision» appelé à être conservé durant toute la semaine dans bon nombre de foyers, qui sert de support à une autre marque de rhum. Cette fois c'est l'utilisation de l'image de marque d'un artiste local réputé, Joseph René-Corail, à travers une photo en gros plan exaltant «le visage de l'authenticité». Cela, accompagné d'un texte amalgamant l'œuvre de René Corail axée sur «le respect de la tradition martiniquaise», et la «tradition du rhum de noble origine». Ainsi donc dans le but d'augmenter leurs chiffres de vente les capitalistes propriétaires de ces marques d'alcool n'hésitent pas à employer ce genre de méthodes.

Quant aux responsables des médias en question ils ne sont nullement gênés un jour de diffuser une émission ou des articles dans le but de lutter contre l'alcoolisme et le lendemain de promouvoir telle ou telle marque d'alcool pour peu que cela leur rapporte.

## Guadeloupe Echos de la sucrerie Grosse-Montagne

NOTRE FORCE : C'EST NOTRE POUVOIR DE DECISION !

Judi 28 décembre, un responsable syndical a affiché à l'usine une note nous apprenant que nous devons travailler le samedi.

Nous avons arrêté immédiatement le travail pour exiger des explications sur cette décision.

Pendant deux heures nous avons discuté en exprimant notre mécontentement contre une telle attitude de la direction de nous imposer un horaire sans nous consulter.

Nous en avons profité pour faire une mise au point sur qui décide à l'usine. Et nous avons pu faire comprendre que c'est nous qui faisons marcher cette usine et que c'est nous travailleurs qui décidons !

NOTRE VIGILANCE A FAIT RECULER LA DIRECTION.

La direction a voulu revenir sur ses engagements concernant le 13ème mois. Sous prétexte qu'elle n'a pas d'argent, elle nous a proposé de nous payer en deux fois.

Mais nous n'avons pas accepté cette proposition en exigeant l'intégralité du 13ème mois.

Vendredi 4 janvier nous étions sur un pied de guerre et bon nombre d'entre nous est resté devant le bureau à attendre les résultats des négociations entre les responsables syndicaux et la direction. Celle-ci, devant notre fermeté a dû maintenir ses premiers accords : à savoir le paiement intégral du 13ème mois le 15 janvier.

## ABONNEMENT

	6 mois	12 mois
Guadeloupe	50 F	100 F
Martinique	50 F	100 F
France	70 F	140 F

Je désire m'abonner au journal *Combat Ouvrier* pour une période de..... mois.

Nom : .....

Prénom : .....

Adresse : .....

ci-joint la somme de .....F  
réglement par chèque adressé à :  
Gérard Beaujou, B.P 214 Pointe-à-Pitre Cédex.

## COMBAT OUVRIER

Responsable de publication  
G. BEAUJOUR

Adresser

toute correspondance

EN GUADELOUPE

à Gérard BEAUJOUR

B.P. 214

97110 POINTE-A-PITRE

EN MARTINIQUE

B.P. 386

97204 FORT-DE-FRANCE

EN FRANCE écrire à :

COMBAT OUVRIER

Mr DUFEAL

B.P. 42

92114 CLICHY CEDEX

IMPRESSION

Imp. ERAVILLE & FILS S.A.R.L.

Commission paritaire

No 51728